

Unité départementale Le Havre
48 Rue Denfert Rochereau
76600 Le Havre

Le Havre, le 28/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2026

Contexte et constats

Publié sur 

DISTILLERIE HAUGUEL SA

37 Rue de Saint Laurent
Hameau de Gournay
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20260519_Distillerie_Hauguel_VI_Exercice_POI
Code AIOT : 0005800600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2026 dans l'établissement DISTILLERIE HAUGUEL SA implanté 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 19/05/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La Distillerie Hauguel est placée sous le régime de la Non-Autonomie au regard de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens de liquides inflammables. A ce titre, un arrêté préfectoral complémentaire impose à cet exploitant la réalisation annuelle d'un exercice pour tester son Plan d'Opération Interne (POI), avec la participation des sapeurs pompiers selon leur disponibilité.

L'exercice annuel de 2026 a été organisé par l'exploitant le 19 mai 2026, avec le concours du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) 76.

La visite d'inspection a été conduite par rapport aux référentiels réglementaires suivants :

- Arrêté Ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de

liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Arrêté préfectoral d'exploiter du 08 octobre 2009 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE HAUGUEL SA
- 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Distillerie HAUGUEL est spécialisée dans le négoce, le mélange, le recyclage, la distillation et le conditionnement de solvants et d'alcools. Elle est implantée à Gonfreville-l'Orcher et emploie 22 personnes pour une activité globale de 15 000 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice incendie et formation du personnel	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13	Sans objet
2	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.1	Sans objet
3	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.2	Sans objet
4	Exercice incendie et formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La distillerie HAUGUEL et le SDIS 76 ont conjointement préparé l'exercice POI du 19 mai 2026. Cet exercice a démontré l'organisation solide de l'exploitant en cas de déclenchement de son POI en journée. Les échanges avec les équipes du SDIS 76 ont permis de dégager des pistes de réflexion et d'amélioration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice incendie et formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI annuel
Prescription contrôlée : L'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2009 est complété par les prescriptions suivantes : Un exercice pour tester le POI est organisé régulièrement, à une fréquence minimale d'une fois par an. Dans le but d'optimiser les chances que les sapeurs pompiers puissent se rendre disponible pour participer aux exercices POI, l'exploitant transmet au service d'incendie et de secours la date prévisionnelle du prochain exercice au moins 3 mois avant.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de cet exercice de test de son plan d'opération interne (POI) le 14 janvier 2026 lors d'une visite d'inspection. Cet exercice a été organisé conjointement avec le SDIS 76 et a permis le déploiement des moyens terrain du SDIS 76. Le précédent exercice POI avec le SDIS a eu lieu en décembre 2024 (échelon de reconnaissance uniquement). En décembre 2025, l'exploitant a organisé sur site son exercice annuel sans la participation du SDIS 76. La prescription demandant un exercice POI annuel est respectée pour les années 2024, 2025 et 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte d'évacuation
Prescription contrôlée : Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte et déclenche un système d'alarme sonore, fixe, distinct des autres signaux sonores utilisés dans l'établissement. Ce système est audible en tout point des bâtiments (bâtiments d'exploitation ou de stockage et bureaux) pendant le temps nécessaire à l'évacuation. [...]
Constats : L'exercice a débuté à 09h40 par une détection d'un départ de feu dans la zone 3 du site par un opérateur. Postée à l'intérieur des locaux administratifs, l'inspection des installations classées a perçu une alarme sonore. Ce signal audio a été écourté par l'exploitant dans le cadre de l'exercice. L'inspection des installations classées a pu constater que l'alarme déclenche l'évacuation du personnel et des visiteurs vers le point de rassemblement ainsi que la mise en place de l'équipe d'intervention. Les membres du poste de commandement exploitant (PC Ex) sont aussi mobilisés par l'apparition de cette alarme et se déplacent vers le poste de commandement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.[...]</p> <p>Le P.O.I. doit être homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un POI dont la dernière mise à jour transmise à l'inspection a été effectuée en mars 2025. Il est complété par un document établi avec le SDIS 76, dans le cadre du statut de non autonomie de la distillerie HAUGUEL en cas d'incendie : la fiche FIRE (fiche d'intervention extérieure en entreprise). Cette fiche FIRE a été mise à jour le 13 janvier 2026 et transmise à l'inspection dans le cadre de la préparation de l'exercice.</p> <p>Un exemplaire papier du POI est disponible dans le PC Ex, dans sa version en vigueur, ainsi que tous les éléments nécessaires à une gestion de crise sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exercice incendie et formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 7.6.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI annuel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un personnel spécialement désigné est formé périodiquement à la manoeuvre des moyens de secours (canons mobiles à mousse ou à eau, hydrants, RIA, extincteurs, utilisation des raccords,...), à la conduite à tenir en cas de sinistre ou d'une situation dangereuse et aux consignes de mise en sécurité des installations avec la localisation du matériel de sécurité et des coupures de sources d'énergie. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Après le déclenchement de l'alarme sonore, l'exercice a démarré dans le calme et a montré qu'une organisation, connue des salariés, est en place en cas d'alerte : chaque membre du personnel connaît son rôle en cas de déclenchement du POI. Le rassemblement du personnel et des visiteurs s'est effectué rapidement en partie ouest du site, près de l'entrée du personnel. L'équipe d'intervention a mis en service les moyens d'extinction prévus dans un délai de 5 minutes.</p> <p>Le poste de commandement exploitant a été mis en service 4 minutes après le déclenchement de l'alerte. Des salariés sont chargés de l'accueil des secours aux différents points d'accès du site, et de les faire accompagner jusqu'au PC Ex.</p> <p>Dans un deuxième temps, dans le cadre de l'exercice, il a été imaginé le dysfonctionnement des moyens d'extinction de l'exploitant. Ce dysfonctionnement a nécessité la mise en place d'une stratégie d'extinction construite par l'exploitant et le SDIS 76, à la fois au PC Ex mais aussi sur le terrain au plus près du sinistre supposé.</p> <p>A l'issue de l'exercice, les points forts et les pistes d'amélioration ont été détaillés par l'exploitant, le SDIS et l'inspection des installations classées. Ces éléments figurent en annexe confidentielle.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
